



La pauvreté dans le canton de Berne Rencontres





La pauvreté dans le canton de Berne

Rencontres

**Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
du canton de Berne**

Avant-propos

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale

Berne, octobre 2013



Cette brochure paraît à l'occasion du troisième sommet social du canton de Berne qui se tient le 17 octobre 2013, soit le jour même de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. La pauvreté n'épargne pas le canton de Berne : les données et les chiffres des trois rapports sociaux publiés depuis cinq ans le démontrent à l'envi. Le rapport de 2012 relève ainsi que 12 pour cent des ménages de personnes en âge de travailler sont pauvres ou menacés de pauvreté, soit 40 000 ménages totalisant plus de 75 000 personnes.

Mais les chiffres n'épuisent pas la question de la pauvreté dans le canton de Berne. Car ils masquent les gens, des personnes avec des problèmes, des angoisses ainsi que des souhaits et des espoirs. Pour les entendre, nous avons scindé les deux premiers rapports sociaux de 2008 et 2010 en deux parties, la première comportant chiffres, faits et analyses, la seconde interviews, histoires et perspectives des personnes touchées par la pauvreté. Toutes les raisons sont bonnes pour combattre la pauvreté, mais l'une des meilleures à mes yeux représente le témoignage des personnes concernées. Il allait donc de soi que cette brochure du troisième sommet social 2013 nous permette de les rencontrer. Six portraits nous montrent leur réalité : déménager à chaque hausse de loyer qu'on ne peut plus payer, rencontrer ses amis trop peu souvent car le billet de train est trop cher, s'offrir un petit plaisir encore plus rarement car c'est du luxe. La pauvreté n'est pas rose dans le canton de Berne.

L'image donnée par ces portraits ne recoupe en rien celle de profiteurs avancée complaisamment par une partie des médias et certains milieux politiques. Ces personnes déploient toutes leurs ressources et les plus grands talents pour venir à bout de la situation difficile où elles se trouvent et se réinsérer professionnellement et socialement : écrire d'innombrables candidatures, suivre des formations, apprendre le français, faire du bénévolat ... Elles sont reconnaissantes de pouvoir mener une vie modeste mais sûre en Suisse. Toutefois, elles sont restreintes, marginalisées et poursuivies par la malchance. Et elles souffrent « d'un abus d'abus », victimes d'un style politique qui fait de cas isolés une généralité et met injustement tous les pauvres dans le même panier. Les préjugés leur nuisent ; elles sont fatiguées de passer pour des parasites.

Si l'on économise sur le dos des plus pauvres, comme le Grand Conseil vient de le décider en adoptant une motion à la session de septembre 2013, on frappe directement les personnes présentées et on combat les pauvres et non la pauvreté, il faut le savoir. Alors que celles-ci font partie de l'immense majorité de personnes pauvres n'abusant nullement de l'aide sociale.

Je les ai invitées en août 2013 à une rencontre avec des députées des partis gouvernementaux. Elles ont parlé de leurs difficultés, de leurs efforts, de leurs déceptions et des moyens de s'en sortir dans un quotidien bardé de contraintes financières et sociales. Les politiciennes ont écouté, posé des questions, exprimé leur empathie et leur respect, comme le montre le compte rendu en fin de brochure.

Combattre la pauvreté n'est pas une tâche facile en politique. Il ne s'agit pas d'attendre que la pauvreté soit installée pour se mettre au travail, il nous faut l'empêcher de surgir et prévenir son cortège de souffrances. La politique préventive de lutte contre la pauvreté est une tâche commune transcendant les domaines et les frontières politiques. J'espère que les rencontres avec les personnes concernées, ainsi celle des politiciennes, nous encourageront à ne pas baisser les bras.

En 2008, je me suis engagé à réduire la pauvreté de moitié dans les dix années suivantes. Parvenu à la mi-temps, je suis convaincu qu'une politique de couverture du minimum vital durable et résolue, qui montre notre volonté de renforcer la cohésion sociale, est d'autant plus nécessaire en cette période de difficultés financières.

« Ici, on gère le chômage au lieu de le combattre »

Attila Diamand (52 ans) a parcouru le globe et tenté sa chance aux quatre coins du monde. Après avoir essuyé plus d'un échec, il se lamente à présent: « Plus question d'investir dans l'avenir professionnel d'un quinquagénaire suisse! La seule issue qui te reste: te rabattre sur l'aide sociale. »

Sûr de lui-même, Attila ne mâche pas ses mots et se plaît à critiquer l'état social qu'est la Suisse, jugeant lamentable l'attitude des autorités et de la population envers les personnes touchées par la pauvreté. Il se sent incompris, il est révolté d'autant plus qu'il dispose d'une grande expérience après avoir vécu des années durant à l'étranger. Sans compter qu'il parle neuf langues: l'allemand et le suisse allemand, l'anglais, l'espagnol, le français, le hollandais, le hongrois, l'italien et le papiamentu, langue parlée aux Antilles néerlandaises. « Je n'arrive pas à croire que l'on ne veuille plus d'une personne comme moi sur le marché du travail! », dit-il. Ces deux dernières années, il a envoyé plus de 200 lettres et dossiers de candidature. « Sans succès ».

Attila Diamand est né en 1961 à Berne, d'une mère polonaise qui a fui la Hongrie en 1956 et d'un père juif, qui a survécu aux camps de concentration et trouvé refuge en Suisse après la guerre. Il reçoit une éducation catholique très stricte. Après avoir fréquenté l'école primaire et secondaire, puis le gymnase à Berne, il constate très vite qu'il faut « se débrouiller dans la vie de tous les jours ». « C'est pourquoi j'ai opté pour le diplôme de commerce au lieu de la maturité

à l'école Feusi », ajoute-t-il. A la suite de quoi il voyage, apprend l'anglais dans un kibboutz et suit une formation de plongeur en Israël. Plus tard, il travaille entre autres comme chauffeur, serveur, responsable dans une agence de location de voitures, assistant de production à la BBC à Londres, employé dans l'administration des finances à Köniz et enfin, de 1990 à 1997, comme plongeur à Bonaire, dans les Antilles néerlandaises, en Jamaïque, au Venezuela et aux Maldives. Formé comme plongeur professionnel au Nigéria, il réussit même à accéder à la direction du Club Nautico à Bonaire.

« Qu'une personne comme moi qui peut proposer ses services et faire profiter de ses capacités soit jetée au rebut, cela me dépasse! Alors qu'aux dires de certains employeurs, je suis surqualifié. J'en ai assez d'être considéré comme un parasite. »

Attila se plaint de la négligence des autorités bernoises, qui ont laissé « traîner » sa demande de naturalisation. Bien que né en Suisse, il n'obtient la nationalité qu'à l'âge de 30 ans. La procédure a duré quelque dix années, ce qui a « brisé » sa carrière professionnelle. « En 1990 enfin, passeport suisse en poche, je me suis empressé de

quitter la cage dorée » pour les Caraïbes. Sept années plus tard, il retourne en Suisse en raison du mauvais état de santé de son père. Suite à son décès, la fortune considérable amassée par cet homme qui avait vécu modestement a été littéralement « engloutie par la banque ». Et lui-même n'y a pas accès. « C'est le comble, non? D'un côté, un compte anonyme dans une banque suisse où il y a peut-être un million de francs et de l'autre, une personne qui vit aux crochets des contribuables suisses. De quoi devenir cinglé! »

Par la suite, Attila crée une entreprise de consultants, dans laquelle il investit son savoir « occidental » et met à profit ses connaissances linguistiques. Le but étant de nouer des contacts pour les entreprises hongroises de l'Union européenne et en Suisse. Malheureusement, il perd tout. Plusieurs partenaires en affaires l'ont trompé, payé insuffisamment, voire pas du tout. De plus, la famille de son amie hongroise l'a « entièrement plumé », raconte-t-il, allant même jusqu'à lui enlever ses deux chiens. Il en souffre encore énormément. Et tous ses certificats et diplômes ont disparu dans les eaux, « emportés lors d'une inondation. » C'est ainsi qu'après 14 ans passés en Hongrie, il rentre en Suisse sans le moindre sou.

Autant dire que ce retour était « un voyage vers le néant ». Dans son pays natal, il continue à subir coup sur coup. Il est au chômage à présent et vit de l'aide sociale. « Sur les 1997 francs que je touche par mois, auxquels s'ajoute la prime de l'assurance-maladie, 920 vont au loyer. Les quatre derniers mois, j'ai travaillé à la bibliothèque de Köniz, ce qui m'a rapporté la somme totale de 2290 francs. »

Il souligne qu'il n'a jamais cherché à échapper à quelque corvée que ce soit. Mais personne ne veut de lui et cela le met en rage : « Qu'une personne comme moi qui peut proposer ses services et faire profiter de ses capacités soit jetée au rebut, cela me dépasse ! Alors qu'aux dires de certains employeurs, je suis surqualifié. » Après sa première période de chômage en 1970, l'office du chômage lui a proposé du travail, mais depuis, plus rien. « Ici, on gère le chômage au lieu de le combattre ». En Suisse, tous les marginaux sont soutenus, « même les étrangers », critique-t-il. Mais lui, on le laisse tomber. « Plus question d'investir dans l'avenir professionnel d'un quinquagénaire suisse ! La seule issue qui te reste : te rabattre sur l'aide sociale. C'est elle qui veille à ce que j'aie un logement et de quoi me nourrir. Ni plus ni moins. Elle ne finance pas de formation continue alors que cela pourrait m'aider à trouver du travail. J'en ai assez d'être considéré comme un parasite. J'ai tout de même des qualifications ! Et j'aimerais travailler », assène-t-il. Dès lors, il doit s'estimer heureux de « ne pas devoir faire la manche ». Il juge toutefois « déshonorant » d'être traité de la sorte « en tant que Suisse vivant en Suisse ». Néanmoins, « Il n'y a pas de honte à être pauvre, seule la cupidité est un péché mortel », conclut-il.



« Je crains que le service social ne prenne pas au sérieux ni mes aptitudes ni mes souhaits »

Thomas Näf, 52 ans, s'est retrouvé deux fois au chômage. Actuellement, il est occupé à temps complet, bien qu'il ne gagne presque rien. Il n'est pas tendre avec l'aide sociale.

Directeur du café internet Power-Point pour lequel il s'engage à fond, il a bien assez à faire mais est très loin de rouler sur l'or. Il a lancé Power-Point en 2011, une prestation gratuite pour les personnes au chômage et celles frappées par la pauvreté. Ce projet de l'association KABBA (Komitee der Arbeitslosen und Armutsbetroffenen) fonctionne uniquement grâce à son enthousiasme, à son idéalisme et à sa ténacité. Les seize places de travail informatique lui ont rapporté 700 francs par mois l'année dernière. Cette année, les frais d'exploitation sont couverts, mais il n'a pas encore pu se verser de salaire: « Je vis sur celui de ma compagne, indique-t-il. L'idéal serait que le financement soit assuré à long terme, car ce que nous faisons est indispensable, bon marché et efficace. »

Les postes, sis au sous-sol de la Monbijoustrasse 16 (www.kabba.ch) à Berne, sont le plus souvent tous occupés. « De trente à cinquante personnes passent chaque jour écrire des lettres de candidature, rechercher un appartement ou simplement utiliser Internet, explique Thomas Näf. Nous les aidons à se servir d'un ordinateur. » L'idée de lancer un café internet lui est venue lorsque son PC est tombé en panne et qu'il n'avait pas les moyens d'en racheter un neuf.



Thomas Näf a fait un apprentissage de peintre en carrosserie à l'origine. Ensuite il travaille durant neuf ans comme dessinateur technique, complétant ses connaissances en informatique et en conception assistée par ordinateur, avant que son employeur ne fasse faillite en 1990 et qu'il se retrouve au chômage. Il trouve alors facilement un emploi d'opérateur de cinéma, qu'il quitte en 1999 car «j'en attendais un peu plus dans la vie, je voulais un travail exigeant plus de ma part», dit-il. En 2000, il commence un apprentissage de planificateur-électricien, mais en 2004 son entreprise n'est plus en mesure de le garder. De retour à l'ORP, il cherche du travail sans succès. Il effectue une formation de formateur, ne pouvant devenir formateur d'adultes faute d'argent «et de soutien de la part de l'ORP», ajoute-t-il.

C'est alors l'engrenage jusqu'à l'aide sociale pour Thomas Näf, qui constate avec amertume que le marché du travail ne veut plus d'un quinquagénaire. «J'ai envoyé sûr plus de 300 dossiers, sûr, raconte-t-il. On me répondait que je ne correspondais pas au profil ou qu'une autre personne avait été retenue. Parfois on me félicitait de ma candidature, ce qui ne m'avancait pas beaucoup.» En 2006, il est marginalisé et doit recourir à l'aide sociale. Il en est cependant ressorti grâce un emploi à durée déterminée dans un comité d'initiative. Depuis, il fait des pieds et des mains pour ne pas y retomber, car, dit-il, il n'a pas confiance dans le service social. «Je crains qu'il ne prenne pas au sérieux ni mes aptitudes ni mes souhaits et qu'il me refille le plus vite possible un poste dans le marché protégé, où je serais sous-employé.» Il préfère renoncer à ses indemnités que de risquer de perdre son autonomie: «J'ai beaucoup de mal avec les jeunes assistantes et assistants sociaux, qui n'ont souvent pas la moindre idée de la vie réelle des personnes dont ils gèrent le dossier.» Et sur lesquelles ils ont des préjugés: «Ils s'en sont fait une image de personnes ignorantes, atteintes psychiquement et ne voulant pas lever le petit doigt, juge Thomas Näf. Pas la ou le moindre assistant social responsable de mon dossier aurait pensé que je sois capable d'ouvrir et de gérer un café internet.» De toutes façons, il y en a trop à son avis: «J'ai parfois l'impression que la pauvreté est là uniquement pour permettre à chaque assistante ou assistant social d'avoir un travail.» Dans la mesure où il s'en sort, il fait tout pour éviter les services sociaux, revendiquant au contraire des salaires minimums permettant de vivre pour tous et la construction de logements d'utilité publique.

Thomas Näf est en réalité un travailleur sans revenu. Il vit modestement avec sa compagne dans un trois pièces et demie au loyer de 1100 francs par mois. «Nous n'avons pas de voiture, ne pouvons pas partir en vacances, ne mangeons presque jamais au restaurant et je ne suis plus allé au cinéma depuis l'époque où j'étais opérateur.» Mais il n'est pas malheureux: «Je vais bien, dit-il. La mission que je me suis donnée avec ce café internet me remplit de satisfaction. J'en suis fier, car c'est moi qui l'ai réalisé. Le seul hic, c'est qu'il ne me permet pas de gagner ma vie pour le moment.»

Il ne perd pas espoir en l'avenir. «Ce serait bien si un soutien financier suffisant me permettait de poursuivre le projet Power-Point et d'être payé correctement comme directeur.» Il se contenterait d'un salaire de l'ordre de l'aide sociale. Il n'est pas propriétaire du café internet, qui appartient à l'association. «Mais c'est mon enfant, dit-il. Je l'ai mis sur pied et je suis prêt à me sacrifier pour lui».

«J'ai envoyé plus de 300 dossiers, sûr. On me répondait que je ne correspondais pas au profil ou qu'une autre personne avait été retenue. Parfois on me félicitait de ma candidature, ce qui ne m'avancait pas beaucoup.»

«Si tu es jeune et à l'aide sociale, tout le monde pense aussitôt que tu es paresseuse»

Ilona Gerber (20 ans) ne trouve pas de place d'apprentissage malgré toutes ses candidatures. Début 2013, elle a été contrainte de recourir à l'aide sociale. Ce qui a été comme si elle avait reçu «un coup en pleine figure».

Les posters de Luca Hänni et Jesse Ritch au mur, à côté un cœur en pain d'épices portant la mention Dreamer. Sur le sol, le lapin Bunny gambade dans une grande cage. La chambre d'Ilona Gerber, dans cet immeuble de la banlieue de Berne où elle vit avec sa mère, ressemble à celle de tous les adolescents insouciant de son âge. Alors que sa vie est loin d'être facile en cet été 2013. Jamais elle n'aurait imaginé devoir aller à l'aide sociale : «Je suis jeune et en bonne santé, je pourrais travailler.»

Mais elle a raté le passage de l'école à la vie professionnelle. Elle a en effet interrompu sa dixième année scolaire, car, explique Ilona, elle n'obtenait pas le soutien nécessaire en maths, son point faible. Atteinte de dyscalculie, un trouble de l'apprentissage du calcul, elle est scolarisée depuis la quatrième primaire dans une classe spécialisée, d'abord à l'école régulière, ensuite à l'école Rudolf Steiner depuis la septième. Elle a des difficultés uniquement en calcul. «Je suis bonne dans les autres branches, dit-elle, en particulier dans les langues.» Depuis son abandon en dixième, elle cherche une place d'apprentissage. Elle souhaiterait devenir esthéticienne mais s'imagine aussi très bien faisant un apprentissage d'aide de bureau.

«Je n'aurais jamais imaginé devoir recourir à l'aide sociale. Je suis jeune et en bonne santé, je pourrais travailler.»

Elle a obtenu uniquement des réponses négatives jusqu'à présent, bien qu'elle ait parfois écrit jusqu'à cinq candidatures par semaine. Elle a aussi envoyé des demandes dans le commerce de détail. Elle a été quelques fois convoquée à un premier entretien et a effectué l'un ou l'autre stage, sans cependant obtenir de contrat d'apprentissage. Une fois, on lui a dit qu'elle avait bien travaillé, mais qu'elle n'était pas assez communicative :

«Je ne comprends pas, ils veulent quelqu'un qui bavarde ou quelqu'un qui travaille?» Ilona Gerber ne s'est pas cantonnée à Berne, elle a envoyé des dossiers jusqu'à Zurich, où on lui a préféré des jeunes habitant plus près. Et maintenant qu'elle a eu vingt ans, on lui répond qu'elle est trop vieille pour un apprentissage.

«C'est consternant», estime-t-elle. On devrait se concentrer sur les capacités d'une personne et non sur son âge. Ilona Gerber pense qu'elle sait y faire avec la clientèle, qu'elle s'intègre facilement dans une équipe et travaille de manière autonome quand elle sait ce qu'elle a à faire. Elle se demande si les entreprises ont une prévention envers elle parce qu'elle a suivi une école Steiner. Elle n'a pas changé sans raison, dit-elle, racontant qu'elle a été méchamment harcelée par ses camarades de l'école publique durant des années, au point de devoir consulter un psychologue ultérieurement pour réussir à surmonter le traumatisme. Elle n'hésite pas à se lancer, «pour trouver ma voie par mes propres moyens», explique la jeune femme,

qui a effectué un semestre de motivation pour jeunes sans place d'apprentissage et fait un stage dans un magasin pour animaux. Stage qui lui a bien plu et qu'elle aurait volontiers transformé en apprentissage, mais la société n'est pas formatrice, hélas.

Début 2013, Ilona Gerber a bien dû se rendre à l'évidence avec sa mère qu'elle ne s'en sortait pas sans recourir à l'aide sociale. Elle a donc fait une demande. Bien que sa mère travaille, son salaire ne lui permet pas d'entretenir sa fille majeure. Le service social verse à Ilona sa part du loyer et une somme pour ses besoins de première nécessité, environ 1000 francs au total, en fonction du salaire de sa mère, qui, elle, ne perçoit pas d'aide sociale. Le quotidien lui rappelle sans cesse que son budget est plus que limite : Ilona n'a plus de téléphone portable, car elle ne peut plus se le permettre. C'est un sacrifice énorme pour une adolescente. Du shopping avec des copines ? Oubliez ! Les transports publics sont trop chers. Conséquence : elle s'isole. Ces derniers temps, elle a vécu très retirée : « Je suis tombée dans la déprime », raconte-t-elle. C'est elle qui fait le ménage, la cuisine et qui sort promener le chien Nero. Elle s'efforce de structurer ses journées. Il n'y a pas beaucoup de jours relax.



Reconnaître qu'elle était indigente a été comme « recevoir un coup en pleine figure », dit Ilona Gerber. Elle est reconnaissante d'obtenir cette aide de l'Etat et sa conseillère à la commune est « super ». Cela ne l'empêche pas de remarquer ce que les gens pensent : « Si jeune et déjà à l'aide sociale, c'est sûrement une paresseuse. » Ilona souhaiterait que l'on considère la personne et son histoire au lieu de mettre tous les jeunes dans le même panier. Elle va désormais à l'orientation professionnelle et devrait intégrer un programme d'occupation et d'insertion. Elle continue de chercher une place d'apprentissage mais accepterait tout emploi lucratif. Son but est de sortir de l'aide sociale d'ici une année : « Je veux subvenir moi-même à mes besoins. » Elle voudrait bien voyager aussi, aller en Chine voir le tombeau de l'empereur Qin. Et si un jour elle a des enfants, elle leur inculquera les « vraies valeurs », c'est-à-dire, principalement, faire une formation.

« Nous sommes reconnaissants de pouvoir vivre en sécurité »

La famille A. d'Afghanistan est réfugiée dans le canton de Berne depuis 2010.

Le couple, qui a deux petites filles, apprend l'allemand et veut sortir de l'aide sociale.

Une photo de groupe du Conseil fédéral orne la commode du salon. Monsieur A., un homme paraissant calme et pondéré, est âgé de 32 ans. Il énumère « Ueli Maurer, Simonetta Sommaruga, Eveline Widmer-Schlumpf... » Il a des notions du système politique suisse depuis un cours du centre d'information et d'action pour étrangères et étrangers. « Nous ne connaissions rien à la Suisse avant de venir », explique sa femme, 30 ans, du tempérament et le rire facile. « Mais maintenant que nous y sommes, nous voulons nous intégrer ». La première des deux filles est âgée de dix ans alors que la petite est encore un bébé. Née en Suisse, elle dort paisiblement dans son berceau pendant que ses parents racontent leur destin de réfugiés.

La famille est arrivée à Chiasso le 15 janvier 2010, fuyant Herat, la troisième ville d'Afghanistan. Le couple n'indique pas publiquement la raison de son départ par mesure de sécurité. « Nous étions en danger et n'avons pas eu le choix », dit Madame A. « J'aime mon pays, mais j'ai dû fuir », rajoute Monsieur A. C'est aussi pour des raisons de sécurité que le couple ne veut pas que son nom soit publié. La situation reste très mauvaise en Afghanistan malgré la chute du

régime Taliban en 2001. Notamment pour les femmes, précise Madame A. : « Elles n'ont aucun droit dans notre pays. » Elle-même, qui était infirmière dans un grand hôpital, n'a plus pu exercer son métier. Plus d'un milliard de femmes se sont immolées par le feu en une année, raconte son mari, par désespoir face à la violence, à la pauvreté et à l'oppression.

« Je souhaite qu'un jour la Suisse soit fière de nos enfants. »

Admis à titre provisoire en Suisse, les A. sont titulaires du permis F. Ils ont été hébergés dans le centre de transit de l'Armée du Salut d'Oberdiessbach, avant de se voir attribuer un logement social dans une petite ville du canton de Berne. Ils gagnaient leur vie en Afghanistan : Monsieur A. travaillait comme maçon à la tête de dix personnes et taillait des chemises et des manteaux. Ici, ils doivent recourir à l'aide sociale. Cette famille de quatre personnes perçoit 1240 francs par mois, selon ses propres indications. Ce n'est pas beaucoup dans un pays cher. « Nous faisons attention », précise Monsieur A, qui dispose de dix francs par jour, pas de quoi sortir boire un café. Les transports sont hors de prix, en particulier. Ce n'est donc pas souvent que les A. peuvent rendre visite à leurs amis, suisses ou autres.

Oui, nous sommes pauvres en Suisse, constate le couple de réfugiés. Il ne leur viendrait cependant pas à l'idée de se plaindre. « Nous n'avons pas le choix et nous sommes extrêmement reconnaissants », dit Madame A. Posant sa main sur le cœur, elle explique : « Ici, nous pouvons vivre en sécurité, c'est le plus important. » En entrant en Suisse, elle a eu peur des policiers dans le train, mais « ils étaient aimables et nous ont traités comme des égaux ». La Suisse est un Etat de droit, les femmes y ont les mêmes droits et il n'y a pas de corruption. Madame A. peut



comprendre que les migrants à l'aide sociale suscitent de la méfiance : les Suisses ont mis des siècles à bâtir un bon pays, « ils ne veulent pas que viennent des gens pour lui nuire », dit-elle. Le couple veut s'en sortir par ses propres moyens le plus vite possible. Tous deux cherchent du travail, car possédant un permis F de réfugiés, ils peuvent travailler avec l'autorisation des autorités cantonales. Ces trois dernières années, ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour améliorer leurs chances sur le marché du travail. Monsieur A. a suivi les cours d'insertion professionnelle co-opera de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière de Berne. Il s'est beaucoup engagé bénévolement dans un centre pour réfugiés, encadrant les réfugiés, faisant du nettoyage, de la conciergerie et a donné un coup de main au marché de Caritas. Il rêve de gérer un petit commerce, un kiosque ou un restaurant.

Sa femme n'envisage plus de travailler dans les soins pour des raisons religieuses. En tant que musulmane, elle ne doit pas soigner les hommes. En Suisse, les services ne sont pas séparés par sexe. Madame A. suit donc une formation de responsable d'un groupe de jeu. Il lui plairait de faire de la traduction. Le couple, qui a déjà suivi plusieurs cours de langue, parle bien l'allemand. C'est la perspective d'obtenir un permis B qui incite la famille à améliorer sa situation. Leur permis F les restreint au quotidien : ainsi Monsieur A. ne peut pas s'acheter de carte SIM pour son téléphone portable. La famille souhaite ardemment pouvoir rester en Suisse. Mes filles pourront avoir un avenir, dit Madame A. Sa fille aînée est déjà parfaitement intégrée. Elle parle le bernois sans accent, va à l'école avec plaisir et veut devenir journaliste ou médecin. « Je souhaite qu'un jour la Suisse soit fière de nos enfants », conclut Madame A.

« Les bénéficiaires de l'aide sociale sont mis sous pression »

Oliver Krähenbühl (40 ans) est à l'aide sociale depuis trois ans. Il vient d'obtenir une rente AI. Lui qui se sent «enfermé dans un carcan» rêve de liberté.

En ce beau dimanche après-midi d'été, Oliver Krähenbühl reste cloîtré chez lui, tous rideaux tirés, car la lumière lui fait mal aux yeux. Son appartement ressemble un peu à un atelier : très agile de ses doigts, il bricole souvent. Célibataire, il ne sort de son appartement de la banlieue bernoise qu'en de très rares occasions. Il lui faut une béquille pour marcher. «Et dire que je n'ai que quarante ans», soupire-t-il.



C'est assis à la table qu'il raconte son histoire, oscillant entre volubilité et réserve. A la radio, la chanteuse Shania Twain évoque «Lots of money and things». Oliver Krähenbühl, lui, n'a ni beaucoup d'argent ni de choses. Il percevait l'aide sociale jusqu'à présent, mais l'assurance-invalidité vient de lui octroyer une rente.

Il n'a pas jamais fait de grands projets, raconte-t-il : «Je faisais ce que les autres attendaient de moi.» Il a bien essayé de trouver l'amour et la reconnaissance. Sans succès, dès son enfance : «Mes parents ne voyaient que mes faiblesses.» Olivier Krähenbühl, qui a grandi dans le quartier ouvrier de Bümpliz, estime rétroactivement que c'était de «l'abus émotionnel». Le sujet le bouleverse. Après son apprentissage de peintre en bâtiment, sa vie professionnelle n'a jamais été constante. Il exerce des travaux temporaires dans la construction, à la Poste, aux CFF, chez un grand distributeur et dans une imprimerie. Il s'essaie à la vente et à la conduite de taxis sans plus de succès. Les périodes de chômage se succèdent et les dettes

s'accumulent. Un accident l'atteint au genou, s'en suivent des problèmes de santé, avant un séjour en clinique et le diagnostic psychiatrique de déficit de l'attention avec hyperactivité, ce qui peut également se produire chez un adulte. «Cela m'a permis de comprendre une partie de mes difficultés professionnelles. Et ma volonté: un hyperactif ne peut absolument pas être paresseux.»

Il touche le fond en 2010, au chômage et en traitement médical: «Je courais d'un rendez-vous à l'autre sans aboutir à rien.» A la mi-année, il s'annonce finalement à l'aide sociale, avec laquelle il entretient depuis des contacts houleux. Oliver Krähenbühl, qui reproche diverses choses à celle-ci, s'est déjà plaint à la préfecture: «On me malmène et on me qualifie de simulateur derrière mon dos.» Que la commune puisse engager des inspecteurs sociaux le dérange particulièrement et il croit qu'on l'espionne.

Il déplore que les autorités ne soient pas assez transparentes, un mot inconnu dans le social à son avis, et que le service social ne soit pas assez surveillé. Oliver Krähenbühl a aussi perdu toute confiance dans les médecins et dans les assurances maladie et accidents. Il est persuadé que si son accident de genou avait été correctement soigné, il ne serait pas tombé à l'assistance. Le fait qu'il marche si mal a une origine corporelle et non psychique, comme on veut le lui faire croire: «Mais comment donc une personne indigente comme moi peut-elle le prouver?»

Il est en colère, voire traumatisé, dit-il. «Au lieu de consolider les ressources des bénéficiaires de l'aide sociale, on les met sous pression». Et lui gère mal la pression, il se renferme sur lui-même. Oliver Krähenbühl esquisse sa vision des choses sur une feuille de papier: au centre un petit rond qui le représente, tout autour quatre grands cercles figurant les autorités sociales, les assurances, les médecins et les politiciens. De ces derniers, il n'attend pas grand-chose: «Ce sont de beaux parleurs et c'est tout.» Il veut la justice, pour toutes les parties concernées: «Mais personne ne m'aide.» Il ne recherche pas la guerre, en fait, mais l'harmonie: «Je voudrais contenter tout le monde.» Il vit très retiré pour ne pas choquer. Le service d'aide et de soins à domicile passe une fois par semaine chez Oliver Krähenbühl qui s'astreint à des exercices de musculation pour rester en forme. Il espère bien maîtriser ses problèmes de santé: «Je veux m'en sortir et retourner dans le monde du travail.» Son seul luxe est un gâteau au chocolat qu'il confectionne de temps en temps. Il lit la bible tous les jours. De la table, il observe les oiseaux, pour lesquels il a construit une maisonnette l'hiver dernier, qu'il a soigneusement recouverte de foin.

*«Je veux m'en sortir.
Mais personne ne m'aide.
On me malmène et on
me qualifie de simulateur
derrière mon dos.»*

Oliver Krähenbühl se sent «enfermé dans le carcan» de l'aide sociale. Il espère pouvoir s'en débarrasser et jouir d'une plus grande liberté. Il s'imagine parfois ouvrir une salle de billard ou gérer une ferme en autarcie et y donner du travail à des chômeurs. Son vœu serait de vivre tout à fait normalement, de travailler du lundi au vendredi, d'avoir un chien comme compagnon, une connexion internet, de pouvoir de nouveau s'offrir quelque chose: un sofa, par exemple, dont les ressorts ne jailliraient pas, et une voiture pour partir en vacances. Quand donc est-il allé pour la dernière fois en vacances? «En 1995 aux Canaries», répond Oliver Krähenbühl avec un soupir en tirant profondément sur sa cigarette.

« Soit tu t'adaptes au système, soit tu es marginalisée sans espoir de retour »

Henriette Kläy perçoit une rente AI depuis sept ans. Elle aurait bien continué à travailler, mais il n'y a plus de travail pour les gens qui ne sont pas parfaitement performants, constate cette sexagénaire.

« Dois-je pleurer pour la photo ? », demande-t-elle en riant. Henriette Kläy ne manque pas d'humour, « sans quoi je serais morte depuis longtemps », précise-t-elle. Son appartement de Köniz donne l'impression de se trouver en plein déménagement : Nuri, la chatte, avance une patte prudente entre les cartons à bananes. Sa maîtresse doit en effet déménager une nouvelle fois, la quatrième en quatre ans et demi, l'invalidité ne pouvant pas se permettre les augmentations de loyer qui résultent le plus souvent des rénovations. « Les gens pensent qu'une rente AI, c'est le paradis », dit-elle. Mais les 1600 francs qu'elle perçoit ne suffisent pas pour vivre sans prestations complémentaires.

Henriette Kläy ne peut pas se permettre grand-chose au quotidien. Et comme elle ne sait pas gérer l'argent, avoue-t-elle sans ambages, elle se fait verser 200 francs par semaine par une curatelle. Cette somme doit servir à tout payer, les dépenses quotidiennes comme les factures qui s'accumulent. Elle économise sur tout, nourriture comprise, s'achetant essentiellement du pain et des légumes, ni viande ni fromage, « pas par conviction mais parce qu'ils coûtent trop cher », indique-t-elle. Il lui arrive de manger chez ses parents âgés, dont elle prend soin chez eux. Ce sont alors trois personnes qui se partagent le repas de l'aide à domicile.

« Les gens pensent qu'une rente AI, c'est le paradis. Mais avec 1600 francs on ne va pas loin. »

Henriette Kläy change sa garde-robe uniquement durant les soldes ou dans les magasins d'occasion. Elle sait combiner de manière attrayante les pièces le meilleur marché, car il lui importe de paraître soignée. C'est devenu une seconde nature de se promener en ville sans argent, dit-elle. Au début, l'indigence faisait peur à cette fille d'artisan, qui a grandi dans le quartier bernois de la Länggasse ; elle s'y est habituée depuis lors. Elle connaît l'emplacement de toutes les toilettes gratuites de Berne. Elle sait se réjouir des choses qui ne coûtent rien, des fleurs du bord du chemin, comme le lui conseillent les bien-pensants, « mais il y a des jours où je n'en ai rien à faire », constate-t-elle. Des jours où il lui est très difficile d'avouer qu'elle ne peut venir prendre un café qu'à la condition qu'on le lui offre.

La marginalisation des personnes frappées de pauvreté est très subtile dans notre Suisse riche, analyse Henriette Kläy. Les gens parlent volontiers de leurs vacances, de leur deuxième voiture « et l'on s'aperçoit soudain que l'on ne peut pas participer à ce genre de conversation ». Alors, pour se sentir à la hauteur sur le moment, elle s'achète quelque chose, bien qu'elle ne puisse pas se le permettre. Elle perçoit une stigmatisation politique de la pauvreté qui la touche profondément : « A l'instigation de l'UDC, la population pense que nous sommes trop paresseux pour travailler. » Entendre une telle ânerie la jette dans une colère noire : « Je ne demanderais pas mieux

que de travailler à 100 pour cent ! » Tisserande diplômée, elle a fait un apprentissage de bureau et cherché des années durant un travail qualifié à pouvoir effectuer malgré une dépression récurrente et un syndrome de déficit de l'attention. De tels postes n'existent plus dans notre monde du travail hyperrationalisé : « La personne qui ne s'adapte pas au système est marginalisée sans espoir de retour. » Elle a essayé de travailler dans le tourisme en Sardaigne, mais en 2006, un psychiatre lui a dit qu'elle pouvait oublier ; à 55 ans elle ne rapportait plus et l'AI s'en tirait à meilleur compte en lui versant une rente complète. « Et ensuite on nous reproche d'être des parasites », s'indigne-t-elle.

La pression a augmenté ces dernières années, selon Henriette Kläy. Ainsi, les bénéficiaires de l'aide sociale du canton de Berne doivent signer une procuration pour que les services sociaux puissent se renseigner à leur sujet. « La protection de la personnalité disparaît pour les gens comme moi », relève-t-elle avec amertume. Elle est sortie du PS pour protester, le parti ayant soutenu la loi sur l'aide sociale au Grand Conseil. Elle s'est aussi battue contre la diminution des prestations, que le responsable UDC des affaires sociales de Köniz et député voulait faire passer au parlement cantonal. A titre bénévole, elle écrit dans « Hälfte », un service de presse critique, et travaille dans un centre communautaire.

Parfois sa maladie la rattrape et Henriette Kläy se sent « nulle et non avenue ». Elle n'a plus goût à rien, ni à s'engager ni à se lever le matin. Elle a dû plusieurs fois se faire traiter à l'hôpital. Dans ces moments-là, elle souhaiterait « enfile un manteau en laine pourvu de grandes poches et disparaître de la surface de la terre » pour échapper à sa vie. A présent, elle va commencer par déménager à la campagne, où elle pourra peut-être réaliser les projets artistiques qu'elle nourrit depuis longtemps, « loin de l'agitation surpeuplée de la ville : je repars à zéro, pour la millième fois », conclut-elle.



« Personne autour de cette table n'est un parasite »

Contre les préjugés, pour des solutions : le conseiller d'Etat Philippe Perrenoud et quatre députées de gauche comme de droite discutent avec des personnes du canton de Berne touchées par la pauvreté.

«Je suis venue à cette rencontre pour montrer que nous ne sommes pas tous des paresseux.»

Henriette Kläy, rentière AI

Henriette Kläy, Oliver Krähenbühl, Attila Diamand, la famille A. d'Afghanistan, Thomas Näf et Ilona Gerber, neuf femmes, hommes et enfants âgés de deux mois à 62 ans, qui font partie des quelque 75 000 personnes pauvres ou menacées de pauvreté du canton de Berne. La maladie, le chômage ou la fuite les empêchent présentement de gagner leur vie par leurs propres moyens. Ils ont besoin de l'aide dispensée par l'Etat social. Il est certain qu'aucun d'entre eux ne souffre de la faim. Mais, si on est «relativement pauvre» dans une société aisée, on est «sous-approvisionné» dans de nombreux domaines, comme dit Thomas Näf, autrefois planificateur-électricien; on l'est dans son milieu, dans son logement, dans sa santé, dans sa formation ainsi que dans sa culture et dans ses loisirs. La précarité de Thomas Näf et des autres personnes le montre bien : formulé il y a cinq ans,

le but de réduire la pauvreté de moitié en dix ans est très ambitieux, d'autant plus que les pouvoirs publics se voient contraints d'économiser. «Le chemin de la lutte contre la pauvreté est encore long», constate Philippe Perrenoud (PS), directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne, lors de la rencontre avec six personnes directement concernées, en prélude au sommet social 2013.

C'est la troisième fois que la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne organise une rencontre avec les personnes pauvres depuis 2008. Cette année, les députées Elisabeth Schwarz-Sommer (UDC), Anita Herren-Brauen (PBD), Andrea Lüthi (PS) et Christine Häsler (Les Verts) y participent. Toutes des femmes. Et des politiciennes qui connaissent bien les dossiers sociopolitiques. En qualité de membres du Grand Conseil, elles prennent des décisions qui se répercutent directement sur la vie des bénéficiaires de l'aide so-





ciale. Henriette Kläy ne se fait pas faute de le leur rappeler. Cette ancienne secrétaire de 62 ans voit de plus en plus la politique comme une « puissance anonyme ». Chômeuse de longue durée, elle a dû recourir à l'aide sociale. L'AI lui a octroyé une rente à 55 ans en raison de ses problèmes de santé psychique. Henriette Kläy raconte aux politiciennes ce que c'est de vivre « dans l'angoisse constante que cela devienne encore pire ». Thomas Näf, qui est âgé lui de 52 ans, juge « destructeur » le bilan à mi-parcours de l'objectif de réduire la pauvreté de moitié en dix ans. Il a été marginalisé car il n'a plus retrouvé de travail. Actuellement il gère bénévolement un café internet pour les chômeurs et les pauvres.

Oliver Krähenbühl en a tellement gros sur le cœur qu'il ne sait pas par où commencer. Bénéficiaire de l'aide sociale, atteint dans sa santé, cet homme de 40 ans ne se trouve pas en position de récriminer, précise-t-il. « Mais il ne sert à rien de s'enfermer chez soi et de pleurer dans son coin. » Il essaie d'expliquer aux députées comment il en est arrivé là et pourquoi il a perdu toute confiance en l'autorité. Quant à Attila Diamand, 52 ans, plurilingue, bénéficiaire de l'aide sociale, il décrit ses efforts incessants mais vains pour retrouver un travail à son âge. Ce Suisse de l'étranger rentré au pays voit aussi avec souci l'effritement de la cohésion nationale: « Le fossé grandissant entre les riches et les pauvres nuit à la Suisse. » La famille A., elle, doit s'en sortir avec moins d'argent que les bénéficiaires de l'aide sociale suisses. Elle a fui l'Afghanistan pour la Suisse en 2010 et a été confiée au canton de Berne. Admis à titre provisoire, le couple et ses deux fillettes reçoivent 1200 francs par mois pour le minimum vital, comme le prévoient les dispositions sur la migration. « Nous ne nous plaignons pas », dit Monsieur A. « Nous sommes

« Pour lutter contre les abus, la politique doit parfois prendre des mesures qui ne concernent personne autour de cette table. »

Anita Herren-Brauen,
députée au Grand Conseil (BDP)



reconnaissants», renchérit Madame A. Tous deux souhaitent travailler, s'intégrer, sortir de l'aide sociale. «C'est difficile avec un permis F, sans diplôme», dit Monsieur A. Il se présente partout où il peut, comme portier de nuit actuellement. Bien que les titulaires d'un permis F soient parfaitement autorisés à travailler, les «chefs» sont souvent réticents.

Les députées et le conseiller d'Etat écoutent, posent des questions. Comment le couple A a-t-il réussi à parler l'allemand aussi bien en si peu de temps? Henriette Kläy est-elle suivie par un service social? Y a-t-il un milieu familial qui aide à maîtriser les difficultés? Sa rente AI permet-elle à Oliver Krähenbühl de sortir de l'aide sociale? Quel serait le salaire juste de Thomas Näf pour le travail qu'il accomplit gratuitement? Et, plus généralement, comment la politique peut-elle aider les personnes présentes? Bien qu'elles soient de bords politiques très éloignés les

unes des autres, les politiciennes sont impressionnées par la franchise des personnes autour de la table: «Il faut du courage pour parler ouvertement de sa pauvreté», constate Christine Häsler, présidente du groupe des Verts. Elisabeth Schwarz-Sommer, députée UDC et paysanne, comprend la situation de ces personnes: «J'ai la fibre sociale», dit cette représentante d'un parti qui a fait de la lutte contre les abus son mot d'ordre. Responsable des affaires sociales au sein de l'exécutif de Steffisburg, près de Thoune, de tels destins ne lui sont pas inconnus.

«Le Grand Conseil a pris récemment plusieurs décisions aggravant la stigmatisation des personnes pauvres.»

Thomas Näf, personne concernée

Plusieurs sujets à cœur des personnes pauvres sont apparus lors de cette rencontre d'une heure et demie: un meilleur soutien par les services sociaux communaux, par exemple; que ceux-ci ne se contentent pas de gérer et de contrôler mais qu'ils aident véritablement les gens à s'en sortir, par la formation permanente, par exemple; des logements payables; des salaires permettant de vivre; des emplois pour les plus vieux. Et la question qui revient toujours: la suspicion générale dont font l'objet les bénéficiaires de l'aide sociale et des rentes AI. «Je suis venue à cette rencontre pour montrer que nous ne sommes pas tous des paresseux», indique Henriette Kläy. «Des milliers de Suisses sont pauvres. Nous ne sommes pas tous des parasites», ajoute Attila Diamand. Il n'a pas toujours été dans le besoin: il gagnait bien sa vie autrefois comme indépendant. La députée socialiste Andrea Lüthi, dont la motion est à l'origine d'un plan de lutte contre la pauvreté au Grand Conseil, reprend la balle au bond: les bénéficiaires de l'aide sociale passent souvent pour des paresseux, imperméables au travail, «mais, ici autour de cette table, personne ne correspond à ce cliché négatif», souligne-t-elle. Elle relève que les politiciennes présentes, qui savent toutes faire la différence, ne sont pas le public cible le plus adéquat. «Racontez votre histoire aussi à ceux qui ne veulent pas l'entendre», recommande cette assistante sociale.





Sa consœur députée Anita Herren-Brauen, PBD, fait remarquer que ce sont les gens qui abusent de l'aide sociale qui nuisent véritablement aux personnes dans le besoin. Car il y en a. Et pour lutter contre les abus, la politique doit parfois prendre des mesures, « qui ne concernent personne autour de cette table », assure-t-elle. Des politiciennes compréhensives devant un parterre de pauvres irréprochables, cela ne peut pas être une pure coïncidence pour Thomas Näf, qui, en qualité de président du comité des chômeurs et des pauvres (KABBA), rappelle que le Grand Conseil a pris récemment plusieurs décisions aggravant la stigmatisation des personnes touchées par la pauvreté dans le canton de Berne. Il mentionne la suppression de fait de la protection de la personnalité dont sont victimes les bénéficiaires de l'aide sociale et la réduction imminente des prestations. Alors que les plus pauvres sont déjà confrontés au rejet, « voire à de la haine souvent », dans cette Suisse riche. Le conseiller d'Etat Philippe Perrenoud a une explication pour ce phénomène de rejet : la pauvreté et l'indigence sont souvent occultées car elles gâchent le paysage. Le sujet reste à l'agenda politique, promet le directeur bernois de la santé publique et de la prévoyance sociale.

*«Racontez votre histoire
précisément à ceux qui ne
veulent pas l'entendre.»*

Andrea Lüthi, députée au Grand Conseil (PS)

Impressum

Editeur : Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Texte : Susanne Wenger, Walter Däpp

Photographie : Hansueli Trachsel

Conception graphique : Verena Berger, Atelier Bläuer

